

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 03251

Numéro SIREN : 480 624 600

Nom ou dénomination : ADSI

Ce dépôt a été enregistré le 26/04/2022 sous le numéro de dépôt 17945

ADSI

Société Par Actions Simplifiée au capital de 100 000,00 €

Siège social : 116, rue de Verdun

92800 PUTEAUX

480 624 600 RCS NANTERRE

PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 21 MARS 2022

*L'an deux mille vingt-deux,
et le vingt-et-un mars, à dix heures,*

Les associés de la société **ADSI** se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire au siège social, sur convocation faite par la Présidente.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

La société **ADSI GROUP**, représentée par son représentant légal, Monsieur Martin PARARD, préside la séance en sa qualité de Présidente de la société.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par la Présidente, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent la majorité des deux tiers des actions, sur les 10 000 actions composant le capital.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement.

Madame la Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée,
- le rapport de la Présidente,
- la liste des associés,
- le texte des résolutions proposées.

Puis la Présidente déclare que le rapport de la Présidente, la liste des associés, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

Elle précise en outre que le droit de communication des associés prévu par les Statuts a été respecté.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

ER 4
10

Madame la Présidente rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Nomination d'un Directeur Général,
- Modification de la rédaction des articles 15 et 16,
- Modification corrélative des Statuts,
- Pouvoirs pour formalités.

Madame la Présidente donne lecture du rapport de la Présidente.

Enfin elle déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, Madame la Présidente met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIÈRE RESOLUTION

Sur la proposition de la Présidente, l'assemblée générale décide de nommer en qualité de Directeur général :

- Monsieur Clément CHOBERT
Né le 4 mars 1982 à GREENVILLE (Caroline du Sud – USA),
De nationalité Française
demeurant au 46, rue des Grands Champs – 03200 LE VERNET.

afin d'assister la Présidente et pour une durée équivalente à celle du mandat de ce dernier.

Dans le cas où la société ADSI viendrait à cesser d'exercer ses fonctions de Présidente pour quelque cause que ce soit, Monsieur Clément CHOBERT conservera ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

Le nouveau Directeur Général, Monsieur Clément CHOBERT, est investi des mêmes pouvoirs légaux et statutaires que la Présidente pour agir en toutes circonstances au nom et pour le compte de la société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Clément CHOBERT, présent à l'assemblée, déclare accepter le mandat de Directeur Général qui vient de lui être confié et affirme satisfaire aux conditions statutaires notamment relatives à la limite d'âge et n'être frappée d'aucune des interdictions déchéances ou incapacité susceptibles de lui interdire d'exercer ce mandat.

DEUXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition de la Présidente et après avoir entendu la lecture de son rapport, décide de modifier les Statuts, à compter du 21 mars 2022, en modifiant la rédaction de l'article 15 relatif aux pouvoirs du Président et de la Direction Générale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



TROISIÈME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier la rédaction de l'article 15 des Statuts comme suit :

Article 15 - POUVOIRS DU PRESIDENT - DIRECTION GENERALE

1. Pouvoir du Président

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir des délégations de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Le Président peut, s'il le souhaite, se faire assister d'un directeur général nommé par lui et investi des pouvoirs qu'il entend lui consentir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées. Il peut être nommé plusieurs directeurs généraux, sans que le nombre de ces derniers puisse excéder cinq.

2. Pouvoir des Directeurs Généraux

Tout comme le Président, les Directeurs Généraux représentent la Société.

Aussi dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes des Directeurs Généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Les Directeurs Généraux peuvent, dans la limite de leurs attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'actes déterminés au nom de la Société.

Ces délégations subsistent lorsqu'ils viennent à cesser leurs fonctions à moins que leurs successeurs ne les révoquent.

Les Directeurs Généraux sont responsables, envers la Société ou envers les tiers, des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, des violations des présents Statuts ainsi que des fautes commises dans leur gestion.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Toutefois, à titre interne et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est expressément prévu que le Directeur Général, s'il est une personne physique devra obtenir l'autorisation préalable par une décision collective des associés, laquelle autorisation pourra intervenir par tout moyen écrit (par exemple par l'établissement d'un Procès-verbal ou l'envoi d'une lettre à la Présidente de la société, d'un fax ou d'un courrier électronique autorisant lesdits opérations) pour :

- L'émission de valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, y compris, sans limitation aucune, sous forme d'option ou de paiement de dividendes ;



- L'acquisition, la souscription, l'échange ou le transfert de tout type ou montant de valeurs mobilières (à l'exception de parts d'un fonds de commun de placement ou tout autre forme d'investissement à court terme) ;
- La création ou la dissolution, l'achat ou la vente de toute société, entreprise, filiale, succursale, groupement d'intérêt économique, association, trust, coentreprise, société de fait ou tout autre entité, de quelque nature que ce soit, sans qu'il soit tenu compte de son importance ;
- La conclusion de tout contrat de coentreprise ou contrat de partenariat se rapportant à des questions commerciales, techniques ou financières ;
- L'achat ou la cession d'éléments d'actif ou d'une entreprise, si la valeur, par opération est supérieur à dix mille (10 000) euros ;
- Toute fusion, scission ou apport et plus généralement toute réorganisation juridique ;
- Toute création, extension, réduction ou fin d'activité ;
- Tout contrat, ou toute modification de contrat, se rapportant à un prêt et à toute garantie ou octroi de titres lié à un tel contrat de prêt ;
- La constitution par la Société de toute charge, nantissement, garantie ou autre sureté ou garantie d'un engagement souscrit par elle ou par un tiers ;
- Toute décision entraînant des dépenses, investissements ou engagements immédiats ou futurs de la Société, en une ou plusieurs tranches, à concurrence d'un montant supérieur à dix mille (10 000) euros ;
- Tous investissements de toute nature et tout contrat ou acte engageant la Société dans le cadre de son activité pour un montant supérieur à dix mille (10 000) euros ou dont le terme est supérieur à trois (3) ans ;
- Toute opération immobilière, comprenant notamment tout accord relatif à l'acquisition ou à la cession de tout bien immeuble ;
- L'approbation et la modification du budget annuel de la Société ;
- Toute décision d'intenter et toute décision relative à la gestion de toute procédure judiciaire, réglementaire ou arbitrale, de quelque nature que ce soit, ou la conclusion de tout accord transactionnel auquel la Société est partie en qualité de défenderesse ou de demanderesse ;
- La mise en œuvre de toute option sur titre, plan d'épargne d'entreprise, abondement, ou plan d'intéressement ou de participation en faveur des salariés et mandataires sociaux de la Société et toute modification de ces dispositions, si ce n'est en raison d'une obligation légale ;

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

ll *5*

QUATRIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition de la Présidente et après avoir entendu la lecture de son rapport, décide de modifier les Statuts, à compter du 21 mars 2022, en modifiant la rédaction de l'article 16 relatif à la rémunération du Président.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier la rédaction de l'article 16 des Statuts comme suit :

Article 16 - REMUNERATION DU PRESIDENT – DIRECTION GENERALE

1. Rémunération du Président

La rémunération du Président est fixée par l'associée unique ou décision des associés à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle. En outre, le Président pourra prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

2. Rémunération des Directeurs Généraux

Les Directeurs Généraux, en contrepartie de la responsabilité et de la charge attachée à leurs fonctions, peuvent, par décision collective ordinaire des associés percevoir une rémunération. Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel.

En outre les Directeurs Généraux ont droit, sur présentation de toutes pièces justificatives, au remboursement de leurs frais de déplacements ou de représentation engagés dans l'intérêt de la Société.

SIXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la Présidente déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Présidente et un associé.

Monsieur Guillaume BASA	Monsieur Jean-Baptiste BLANDUREAU
-------------------------	-----------------------------------

al g

Monsieur Clément DUBARD 	Monsieur Thomas ENDRES
Monsieur Kévin GUERRIN	Monsieur Thomas MISSRI
Monsieur Xavier PAREIN	Monsieur Augustin ROMEFORT
Monsieur Sébastien TIMON	Monsieur Guillaume VASSOU
La société ADSI GROUP Représentée par Monsieur Martin PARARD 	Monsieur Clément CHOBERT « Bon pour acceptation du mandat de Directeur Général » <i>Bon pour acceptation du mandat de Directeur Général</i> 

ADSI

Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000,00 €

Siège social : 116, rue de Verdun

92800 PUTEAUX

480 624 600 RCS NANTERRE

STATUTS MIS A JOUR

LE 21 MARS 2022

Certifié conforme à l'original
 Martin PARARD

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE

Article 1^{er} - FORME

Il est formé par la propriétaire des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société par Actions Simplifiée.

Cette société est régie par les présents Statuts et par les dispositions spécifiques des articles L.227-1 à L.227-20 du Code de commerce et les autres articles du code de commerce notamment dans sa partie réglementaire qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait.

Cette société, initialement constituée sous forme de Société A Responsabilité Limitée, a été transformée en Société par Actions Simplifiée par décision extraordinaire en date du 15 septembre 2020.

Cette société ne peut pas faire appel public à l'épargne.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Le conseil, la formation, l'assistance à réalisation, la réalisation d'un système d'informations ;
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

" ADSI "

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S. A. S. " et de l'indication du montant du capital social, de son siège du numéro unique d'identification suivi de la mention Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **116, rue de Verdun - 92800 PUTEAUX (FRANCE).**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du Président et partout ailleurs en vertu d'une décision collective des associés prise aux conditions de majorité des décisions extraordinaires.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents Statuts.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social s'ouvre à la date d'immatriculation et sera clos le 30 septembre 2005.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 7 - APPORTS

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports :

APPORT EN NUMERAIRE

- Monsieur Florent OMONT apporte une somme de 2 620 euros, deux mille six cent vingt euros, entièrement libérée, à la constitution de la société ;
- Monsieur Martin PARARD apporte une somme de 4 620 euros, quatre mille six cent vingt euros, entièrement libéré le 20 décembre 2009 lors d'une première augmentation du capital ;
- Monsieur Michel JURINE apporte une somme de 1 070 euros, mille soixante-dix euros, entièrement libéré le 20 janvier 2011 lors d'une seconde augmentation du capital ;
- Monsieur Florent OMONT cède 19 parts de 10 euros de nominal à Monsieur Martin PARARD, soit 190 euros ;
- Monsieur Martin PARARD apporte une somme de 190 euros des suites de la cession de part intervenue le 20 janvier 2011 ;
- Monsieur Michel JURINE cède aux associés 407 parts de 10 euros nominal, soit 4 070 euros ;
- Monsieur Martin PARARD apporte une somme de 10 euros des suites de l'augmentation de capital du 28 juin 2013.

APPORT EN NATURE

Monsieur Florent OMONT a apporté à la constitution de la société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens désignés et estimés ci-après :

- Le matériel informatique servant à l'exploitation, décrit et estimé, article par article, dans un état ci-joint certifié par l'associé et représentant une valeur totale de 2 380 euros.

RECAPITULATION DES APPORTS

L'ensemble des apports s'élève ainsi à la somme de 10 670 euros représentant :

- 1) Les apports en numéraires de Monsieur Florent OMONT d'un total de 2 430 euros ;
- 2) Les apports en numéraire de Monsieur Martin PARARD d'un total de 4 820 euros ;
- 3) Les apports en numéraire de Monsieur Michel JURINE d'un total de 1 070 euros ;
- 4) Les apports en nature de Monsieur Florent OMONT évalués à 2 380 euros ;

Soit une valeur nette de 10 670 euros – Dix mille six cent soixante-dix euros.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 20 janvier 2012, le capital social a été augmenté d'une somme de 30 000 euros par incorporation de réserves.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 juin 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de 59 330 euros par incorporation de réserves.

Aux termes de deux contrats d'apport en date du 10 février 2017, Monsieur OMONT et Monsieur PARARD ont apportés leurs parts d'A.D.S.I. à la société ADSI GROUP qui devient associée unique d'A.D.S.I.

Aux termes de trois actes de cessions d'actions en date du 17 novembre 2020, du 19 novembre 2020 et du 23 novembre 2020, la société ADSI GROUP n'est plus associée unique d'A.D.S.I.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cent mille (100 000 euros).

Il est divisé en dix mille (10 000) actions de dix (10) euros chacune, entièrement souscrites, libérées intégralement, toutes de même catégorie et réparties entre les actionnaires en proportion de leurs droits.

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, par décision de l'associée unique, dans les conditions prévues par la loi.

TITRE III

ACTIONS

Article 10 - PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative. Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires.

Article 11 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire doivent être libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

En outre, conformément à l'article 1843-3 alinéa 5 du Code civil, s'il n'a pas été procédé aux appels de fonds nécessaires pour réaliser cette libération dans le délai légal, tout intéressé peut demander au Président du tribunal de commerce statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au Président de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Article 12 - CESSION OU TRANSMISSION D'ACTIONS

1. Forme des cessions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un transfert inscrit au compte de l'acheteur dans les comptes de la société ; l'inscription au compte de l'acheteur est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société. Ce transfert est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire précisant la date du transfert prévu entre les parties et s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas intégralement libérées.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge des cessionnaires.

2. Cessions

Les cessions d'actions par l'associée unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, toutes les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant à la majorité de la moitié des associés disposant du droit de vote.

A cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses dirigeants et la répartition de son capital social. Le Président transmet cette demande d'agrément aux associés et met en place la procédure de consultation des associés.

Le Président dispose d'un délai d'un (1) mois pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard dans un délai de trente (30) jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai d'un (1) mois de la notification du refus, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant, soit par des associés, soit par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze (15) jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze (15) jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si à l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession.

La présente clause ne peut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables tant que la société ne comporte qu'un seul associé.

3. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

La transmission d'actions par voie de succession de l'associée unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, les transmissions par décès ou par suite de dissolution de communauté entre époux doivent être agréées dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

Article 13 - INDIVISION - USUFRUIT - NUE-PROPRIETE

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, même privé du droit de vote, le nu-propiétaire a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

TITRE IV

ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

Article 14 - PRESIDENCE

La société est représentée, gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par l'associée unique, pour une durée indéterminée.

Le premier Président est désigné au terme des présents Statuts. Les Présidents subséquents seront nommés par décision de l'associée unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des actions.

Le Président peut démissionner de ses fonctions à tout moment, sous réserve de prévenir l'associée unique ou les associés trois mois au moins à l'avance.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés statuant à la majorité prévue par les présents Statuts.

Article 15 - POUVOIRS DU PRESIDENT - DIRECTION GENERALE

1. Pouvoir du Président

1 – Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir des délégations de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

2 – Le Président peut, s'il le souhaite, se faire assister d'un directeur général nommé par lui et investi des pouvoirs qu'il entend lui consentir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées. Il peut être nommé plusieurs directeurs généraux, sans que le nombre de ces derniers puisse excéder cinq.

2. Pouvoir du Directeur Général

Tout comme le Président, les Directeurs Généraux représentent la Société.

Aussi dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes des Directeurs Généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Les Directeurs Généraux peuvent, dans la limite de leurs attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'actes déterminés au nom de la Société.

Ces délégations subsistent lorsqu'ils viennent à cesser leurs fonctions à moins que leurs successeurs ne les révoquent.

Les Directeurs Généraux sont responsables, envers la Société ou envers les tiers, des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, des violations des présents Statuts ainsi que des fautes commises dans leur gestion.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Toutefois, à titre interne et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est expressément prévu que le Directeur Général, s'il est une personne physique devra obtenir l'autorisation préalable par une décision collective des associés, laquelle autorisation pourra intervenir par tout moyen écrit (par exemple par l'établissement d'un Procès-verbal ou l'envoi d'une lettre à la Présidente de la société, d'un fax ou d'un courrier électronique autorisant lesdits opérations) pour :

- L'émission de valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, y compris, sans limitation aucune, sous forme d'option ou de paiement de dividendes ;
- L'acquisition, la souscription, l'échange ou le transfert de tout type ou montant de valeurs mobilières (à l'exception de parts d'un fonds de commun de placement ou tout autre forme d'investissement à court terme) ;
- La création ou la dissolution, l'achat ou la vente de toute société, entreprise, filiale, succursale, groupement d'intérêt économique, association, trust, coentreprise, société de fait ou tout autre entité, de quelque nature que ce soit, sans qu'il soit tenu compte de son importance ;
- La conclusion de tout contrat de coentreprise ou contrat de partenariat se rapportant à des questions commerciales, techniques ou financières ;
- L'achat ou la cession d'éléments d'actif ou d'une entreprise, si la valeur, par opération est supérieur à dix mille (10 000) euros ;
- Toute fusion, scission ou apport et plus généralement toute réorganisation juridique ;
- Toute création, extension, réduction ou fin d'activité ;

- Tout contrat, ou toute modification de contrat, se rapportant à un prêt et à toute garantie ou octroi de titres lié à un tel contrat de prêt ;
- La constitution par la Société de toute charge, nantissement, garantie ou autre sureté ou garantie d'un engagement souscrit par elle ou par un tiers ;
- Toute décision entraînant des dépenses, investissements ou engagements immédiats ou futurs de la Société, en une ou plusieurs tranches, à concurrence d'un montant supérieur à dix mille (10 000) euros ;
- Tous investissements de toute nature et tout contrat ou acte engageant la Société dans le cadre de son activité pour un montant supérieur à dix mille (10 000) euros ou dont le terme est supérieur à trois (3) ans ;
- Toute opération immobilière, comprenant notamment tout accord relatif à l'acquisition ou à la cession de tout bien immobilier ;
- L'approbation et la modification du budget annuel de la Société ;
- Toute décision d'intenter et toute décision relative à la gestion de toute procédure judiciaire, réglementaire ou arbitrale, de quelque nature que ce soit, ou la conclusion de tout accord transactionnel auquel la Société est partie en qualité de défenderesse ou de demanderesse ;
- La mise en œuvre de toute option sur titre, plan d'épargne d'entreprise, abondement, ou plan d'intéressement ou de participation en faveur des salariés et mandataires sociaux de la Société et toute modification de ces dispositions, si ce n'est en raison d'une obligation légale ;

Article 16 - REMUNERATION DU PRESIDENT – DIRECTION GENERALE

1. Rémunération du Président

La rémunération du Président est fixée par l'associée unique ou décision des associés à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle. En outre, le Président pourra prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

2. Rémunération des Directeurs Généraux

Les Directeurs Généraux, en contrepartie de la responsabilité et de la charge attachée à leurs fonctions, peuvent, par décision collective ordinaire des associés percevoir une rémunération. Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel.

En outre les Directeurs Généraux ont droit, sur présentation de toutes pièces justificatives, au remboursement de leurs frais de déplacements ou de représentation engagés dans l'intérêt de la Société.

Article 17 - CONVENTIONS REGLEMENTEES ET COURANTES

Toute convention, à l'exception de celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et son Président, soit directement, soit par personne interposée, doit être mentionnée au registre des décisions de l'associée unique.

Si l'associé unique n'est pas le Président, les conventions conclues entre la société et le Président sont soumises à son approbation sans que le Commissaire aux comptes désigné ait à établir un rapport spécial sur ces conventions.

ll
8

En cas de pluralité d'associés, le Président doit aviser, s'il en a été désigné un, le Commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Le Commissaire aux comptes, ou s'il n'en n'a pas été désigné le Président, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport dans les conditions des décisions ordinaires, l'intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Conventions interdites : A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et au Directeur général, autres que des personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ainsi que de faire cautionner ou avaliser par leurs engagements avec les tiers, le tout en application de l'article L.227-12 et autres conditions prévues par l'article L.225-43 du Code de commerce.

TITRE V

DECISIONS SOCIALES

Article 18 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associée unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- nomination des Commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- dissolution de la société,
- transformation en société d'une autre forme,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions de l'associée unique sont répertoriées dans un registre.

Article 19 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui relèvent de la compétence des associés sont les suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,

- fusion et scission,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- nomination de Commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Les décisions collectives sont prises à la majorité de la moitié des voix dont disposent les associés présents et représentés.

1. Convocation

L'assemblée générale est convoquée par le Président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du Président.

Des assemblées générales peuvent être convoquées à toute époque de l'année.

Les convocations sont faites quinze (15) jours au moins à l'avance sur première convocation et six (6) jours au moins à l'avance sur deuxième convocation, par lettre simple ou recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque associé.

Le ou les Commissaires aux comptes doivent être convoqués à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs associés dans les conditions fixées par la loi.

2. Composition de l'assemblée générale

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'ensemble des associés ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les dissidents, les incapables et les absents.

Un associé ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre associé.

Les mineurs et incapables sont représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement associés. Une personne morale est valablement représentée par son représentant légal ou par son représentant permanent.

3. Tenue de l'assemblée générale

L'assemblée générale est présidée par le Président ou par toute personne déléguée à cet effet par le Président ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée. En cas de convocation par le Commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

M. A.

Il est tenu une feuille de présence dûment émarginée par les associés présents et les mandataires des associés.

Tout associé a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente.

Les votes sont exprimés à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs associés représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'assemblée.

Pour toutes les assemblées, les associés ont la faculté de voter par correspondance.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et un associé.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président, un Directeur général ou un liquidateur.

TITRE VI

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associée unique désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, s'il y a lieu, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision de l'associée unique prise sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs Commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par l'associée unique.

En cas de pluralité d'associés, les Commissaires aux comptes sont désignés par décision collective des associés.

TITRE VII

COMPTES ANNUELS - BÉNÉFICES - RÉSERVES

Article 21 - COMPTE ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse un inventaire et arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés, ainsi que le rapport de gestion.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont communiqués aux Commissaires aux comptes et présentés à l'associée unique, s'il n'est pas Président.

L'associée unique approuve les comptes, après rapport du Commissaire aux comptes s'il en a été désigné un, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'associé unique personne physique Président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au Registre du Commerce et des Sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice : l'inventaire et les comptes annuels dûment signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport du Président pour l'information des associés.

En cas de pluralité d'associés, à la clôture de chaque exercice, le Président dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Toutefois, la loi dispense la société de l'obligation d'établir un rapport de gestion si elle répond à la définition des petites entreprises selon l'article L.232-1, IV modifié du Code de commerce.

Sont des petites entreprises, les sociétés qui ne dépassent pas, à la clôture de l'exercice, deux des trois seuils définis aux articles L.123-16 et D.123-200 2° du Code de commerce.

Si deux des seuils sont atteints, un rapport de gestion devra être établi par le Président.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux comptes pour l'information des associés.

Article 22 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de l'associée unique pour être perçu à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, l'associée unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être décidée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

Article 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'associée unique.

La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'associée unique peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes en respectant la procédure prévue à l'article L.232-12 du Code de commerce.

Si la société n'a pas de Commissaire aux comptes, l'associé unique devra en désigner un avec pour mission de certifier le bilan prévu à l'article précité.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq (5) années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

En cas de pluralité d'associés, le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés ou à défaut, par le Président. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 24 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par décision de l'associée unique ou décision collective des associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un associé et si l'associée unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la société entraîne sa liquidation dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 25 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE IX

NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

ENGAGEMENTS - FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 26 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier Président de la société nommé sans limitation de durée est :

- La société ADSI GROUP,
Société A Responsabilité Limitée au capital de 1 000 000,00 euros,
de nationalité Française,
dont le siège est au 116, rue de Verdun – 92800 PUTEAUX,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 827 510 728,

signataire aux présentes, qui déclare accepter ce mandat et affirme qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer cette fonction.

Statuts d'origine sous forme de Société A Responsabilité Limitée en date du 19 janvier 2005, dont le signataire était Monsieur Florent OMONT.

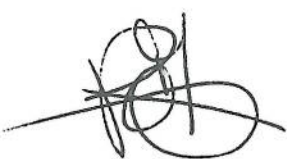
Remplacés par le texte des présentes par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 septembre 2020 qui a transformé la société en Société par Actions Simplifiée.

Fait à PUTEAUX,
L'an deux mille vingt-deux
et le 21 mars

En autant d'originaux que nécessaire.

Monsieur Guillaume BASA	Monsieur Jean-Baptiste BLANDUREAU
Monsieur Clément DUBARD 	Monsieur Thomas ENDRES
Monsieur Kévin GUERRIN	Monsieur Thomas MISSRI
Monsieur Xavier PAREIN	Monsieur Augustin ROMEFORT



Monsieur Sébastien TIMON	Monsieur Guillaume VASSOU
La société ADSI GROUP Représentée par Monsieur Martin PARARD 	Monsieur Clément CHOBERT 